



Conseil de sécurité

Débat ouvert (VTC)

Femmes, paix et sécurité: Vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité - Mettre l'accent sur une meilleure mise en œuvre

Women, Peace and Security: Twentieth Anniversary of Security Council Resolution 1325 (2000) - Focusing on Better Implementation

New York, le 29 octobre 2020

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Félicitations! Il y a vingt ans, le Conseil de sécurité a marqué l'histoire en reconnaissant qu'une représentation accrue des femmes à tous les niveaux de décision était **essentielle afin de prévenir, gérer et résoudre les conflits**. En adoptant la résolution 1325, le Conseil a répondu aux appels lancés par les défenseuses et les défenseurs des droits des femmes, qui continuent d'être des actrices et acteurs cruciaux pour toute avancée en la matière.

Ces vingt dernières années, d'importants **progrès** ont été réalisés en ce qui concerne l'**autonomisation des femmes** et la **protection de leurs droits**. La Suisse salue ces évolutions et relève, à travers le monde, des mesures encourageantes. En **Colombie**, d'anciennes combattantes se sont tournées avec succès vers les autorités pour que celles-ci tiennent compte de la notion de genre et prennent des engagements en faveur de la réintégration dans les plans de développement. Au **Mali**, les femmes dirigeantes de toutes tendances politiques, bien que fortement sous-représentées dans le gouvernement de transition, jouent un rôle clé dans la recherche de solutions inclusives. Enfin, au **Soudan**, des femmes ont assumé un rôle central et ont œuvré sans relâche en faveur de la paix dans le cadre de la transition politique en cours.

Il est cependant nécessaire d'aller plus loin. La pandémie de COVID-19 a révélé la **fragilité des progrès enregistrés** au cours des vingt dernières années. Comme l'a souligné le Secrétaire général dans le rapport servant de base à la discussion d'aujourd'hui (S/2020/946), un renversement de tendance pourrait bien avoir lieu en matière d'égalité des sexes. Le Conseil peut et doit faire plus pour maintenir l'agenda « Femmes, paix et sécurité » à travers les différents points à son ordre du jour. Cet agenda est un moteur clé pour obtenir un changement sur le terrain, et le Conseil en est l'**instrument le plus influent**. Nous avons besoin d'une **action déterminée** pour accroître la participation significative des femmes et leur leadership dans la prise de décisions, pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes et pour promouvoir les femmes qui œuvrent en faveur de la paix et des droits de l'homme.

Parmi les priorités de notre action collective pour les années à venir, la Suisse souligne les points suivants :

Premièrement, le Conseil devrait systématiquement aborder la question de la participation pleine, égale et significative des femmes à la paix et à la sécurité, **non seulement dans ses travaux thématiques, mais aussi dans tous les points relatifs aux situations géographiques à son ordre du jour**. Le Conseil de sécurité doit adopter une position ferme sur l'importance de la reconnaissance, du soutien et de la protection des femmes dans leur travail de prévention des conflits, de maintien de la paix et de promotion du respect des droits de l'homme. **L'inclusion de la société civile est essentielle, tant au Conseil que lors de la mise en œuvre sur le terrain**. En 2007, la Suisse a été l'un des premiers pays à adopter un plan d'action national (PAN) pour mettre en œuvre l'agenda « Femmes, paix et sécurité ». Nous avons appris au fil du temps l'importance de processus inclusifs et participatifs afin de renforcer cet agenda. Les groupes de femmes et la société civile ont joué un rôle important dans l'amélioration de notre PAN. Nous avons même un groupe de parlementaires suisses qui agissent comme ambassadeurs de l'agenda. Tous et toutes sont des partenaires étroitement associés à la mise en œuvre du PAN.

Deuxièmement, le Conseil devrait **recourir aux outils dont il dispose pour renforcer les mesures visant à lutter contre les violences sexuelles**. Pour mettre un terme à l'impunité, il doit promouvoir une culture de la dissuasion. Les violences sexuelles sont trop souvent utilisées comme arme de guerre. La décision du Conseil d'établir des critères de désignation autonomes portant sur les violences sexuelles dans les régimes de sanctions à l'encontre de la République centrafricaine et du Soudan du Sud a révélé un changement de paradigme. Le Conseil doit utiliser toutes les mesures ciblées dont il dispose contre les auteurs de violences sexuelles récidivistes et garantir la protection de tous les survivants.

Troisièmement, nous avons besoin d'un **nombre plus élevé de femmes dans les opérations de paix**. La Suisse encourage par exemple la participation de policières au sein de missions onusiennes et leur apporte un soutien lors de leur recrutement, pendant leur formation, au cours de leur déploiement et à leur retour. Nous savons que la diversité rend le maintien de la paix par des mesures civiles et militaires plus efficace, en permettant un meilleur accès aux communautés. Nous nous félicitons de l'adoption unanime en août dernier par le Conseil de la résolution 2538 (2020) sur le rôle des femmes dans le maintien de la paix. Nous saluons également les efforts des Nations unies pour augmenter le nombre de femmes dans les missions de maintien de la paix, en particulier aux postes de direction.

Monsieur le Président,

L'année prochaine, la Suisse renforcera encore son engagement en assumant la **co-présidence du Réseau de points focaux Femmes, paix et sécurité**. La Suisse **continuera résolument** de s'engager pour l'agenda «Femmes, paix et sécurité». Il est de notre responsabilité collective de garder toujours présente la vision que nous partageons, de redoubler d'efforts et d'agir concrètement pour la mise en œuvre de cet ambitieux mais indispensable programme d'action.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Congratulations! Twenty years ago the Security Council made history by acknowledging that an increased representation of women at all decision-making levels is **essential to prevent, manage and**

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

solve conflicts. By adopting resolution 1325, the Council listened to the voices of women's rights advocates, who continue to be crucial actors for any progress in this area.

In these twenty years, we have **advanced** significantly both in the **empowerment of women** and in the **protection of women's rights**. Switzerland welcomes these important developments. Across the world, we have witnessed encouraging steps: In **Colombia**, former women combatants engaged successfully with authorities to include gender and reintegration commitments in development plans. In **Mali**, women leaders across political lines are playing key roles in the search for inclusive solutions, despite being heavily underrepresented in the transitional government. Finally, in **Sudan**, women have taken on a central role and consistently worked for peace in the ongoing political transition.

However, **further progress is still needed.** Covid-19 has laid bare the **fragility of the initial gains** made in these past years. As the Secretary General noted in the report serving as the basis for today's discussion (S/2020/946), "gender equality is at a risk of reversal". To uphold the WPS agenda across the different items on its agenda, the Security Council can and must do more. The WPS agenda is a key driver for mobilizing change on the ground and the Council is its **most potent enabler**. We need **resolute action** to increase meaningful participation and leadership by women in decision-making, to combat sexual and gender-based violence and to promote women peacebuilders and human rights defenders.

Among the priorities of our collective action for the coming years, Switzerland underlines the following points:

First, the Council should systematically address women's full, equal and meaningful participation in peace and security **not only in its thematic work, but also in all country items on its agenda**. The Security Council must take a strong stance for women to be acknowledged, supported and protected in their work to prevent conflict, sustain peace and promote the respect of human rights. **Inclusion of civil society is key, at the Council as well as when looking into implementation on the ground.** In 2007, Switzerland was one of the first countries to adopt a National Action Plan (NAP) to implement the WPS agenda. What we have learned over time is that an inclusive and participative process is crucial to strengthen this agenda. Women's groups and civil society have played an important role to improve our NAP. We even have a group of Swiss Parliamentarians who act as 1325 Ambassadors. They are all close partners in the implementation of the NAP.

Second, the Council should **make use of its toolbox to enhance measures to combat sexual violence**. To overcome impunity, it should promote a culture of deterrence. Sexual violence is too often used as a weapon of war. The Council's decision to establish stand-alone designation criteria focused on sexual violence in the sanctions regimes for the Central African Republic and South Sudan reflected a paradigm shift. The Council should use all targeted measures at its disposal against persistent perpetrators and ensure the protection of all survivors.

Third, we need **more women in peacekeeping**. As an example, Switzerland promotes the participation of female police officers in UN missions, supporting them during their recruitment, training, deployment and return. We know that diversity makes peacekeeping through both civilian and military measures more effective, enabling better access to communities. We welcome the unanimous adoption of Resolution 2538 (2020) on the role of Women Peacekeepers by the Council in August. We also welcome the UN's efforts to increase the number of women peacekeepers, especially in leadership positions.

Mr. President,

Next year, Switzerland will enhance our engagement as a **co-chair of the WPS Focal Points Network**. Switzerland will remain **strongly committed** to the women, peace and security agenda. We have a

collective responsibility to remind ourselves of the vision we share, to step up our efforts, and to commit to concrete action to implement this ambitious but indispensable program of action.

I thank you.